

13. La France politique de 1981-1991

Mitterrand est né le 26 octobre 1916, à Jarnac, dans une famille de la bourgeoisie catholique de province. Son père est devenu Président des fabricants de vinaigre. Par sa mère, il est rattaché à une vieille famille de la Charente.

A partir de l'âge de 17 ans, il a entamé des études juridiques, il s'est spécialisé dans le droit public et s'est orienté après vers les études de Sciences politiques (Sciences-Pô). Militant dans la Résistance de la Deuxième Guerre Mondiale, sous le pseudonyme de « Morland », il a mis sur pied un réseau. Dès 1943 il partait en mission pour Londres puis Alger où il a rencontré pour la première fois le général De Gaulle, qui ne réussit pas à faire promettre à Mitterrand que celui-ci place les organisations de prisonniers de guerre sous son autorité directe.

Dans les années cinquante, il sera déjà député dans la Nièvre. Sur ces entrefaites, il a été écarté du gouvernement De Gaulle, en 1946 et fonde bientôt un nouveau parti politique composé de gens qui ne se reconnaissent pas dans les vieilles politiques de la IIIe République ni dans le MRP, jugé trop clérical. Cette Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (UDSR), situé au Centre Gauche, allait être un tremplin idéal pour Mitterrand. Il sera de beaucoup de ministères (Ministre de l'Intérieur avec Pierre Mendès-France, en 1954, avec Guy Mollet en 1956, qu'il ne quitta pas comme d'autres quand la France a installé une politique de force en Algérie).

Vient l'« affaire de l'Observatoire » de 1959 : il y a des rumeurs que pour se remettre en selle, il aurait monté contre lui-même un attentat dans les jardins de l'Observatoire, ce qui lui a même valu un refus à une demande d'adhésion à un nouveau parti, le PSA (Parti Socialiste autonome) né d'une scission avec la SFIO. En prenant un recul certain, il a le temps de publier « Le coup d'Etat permanent », véritable réquisitoire dressé contre De Gaulle et les siens. Il crée la Convention des Institutions Républicaines et tout en s'opposant à l'élection au suffrage universel du Président de la République, il a réussi à devancer Gaston Defferre comme candidat de la gauche en 1965. Il sera battu mais il reviendra à la charge plus tard en formant la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste. C'est alors que surgissent les événements de Mai 1968 et alors Mitterrand est dénoncé par la droite et vilipendé par une large fraction de la gauche. Il battra en retraite et laissera Mendès-France et Gaston Defferre (sans l'aide des communistes) affronter Pompidou en 1969.

En 1971 il se saisit du pouvoir dans le nouveau Parti socialiste qu'on crée à Epinay et l'année après il lance le « Programme commun de gouvernement » avec le Parti communiste. Quelques années plus tard, une aile gauche (Chevènement) et des modérés qui croient avoir trouvé quelqu'un de plus 'acceptable' (Michel Rocard) pour l'électorat du centre, lui portent ombrage et font que les soupçons des communistes s'aggravent. Grâce

François Mitterrand est élu Président de la République en 1981, comme l'homme numéro 1 de la gauche longtemps tenu à l'écart du vrai pouvoir. C'est un homme de contrastes : un provincial élevé dans la tradition catholique qui s'est converti tardivement au socialisme démocratique, qui prend pour références Jaurès et Blum. Il a incarné, surtout au début de son mandat, la grande espérance du « peuple de Gauche ». Pourtant, ses adversaires lui reprochaient sa politique « politicienne », son machiavélisme florentin. Dans une deuxième phase de son mandat, après 1988, il a su imposer son image du 'rassembleur'.

Il a dû affronter la crise économique, dès 1982, et alors il n'a pas hésité à lancer des mesures d'une rigueur toute classique. Avant la victoire de Mitterrand aux présidentielles, le chômage avait quadruplé, l'inflation dépassait les 10 % et surtout l'affaire des diamants de Bokassa (qui ont compromis l'avenir politique de Giscard). Puis, le RPR a décidé de présenter Jacques Chirac contre le Président sortant. Chirac s'est désisté finalement, Giscard a mené une campagne brouillonne et le 10 Mai 1981, une foule joueuse s'est rassemblée et a dansé toute la nuit place de la Bastille. Le 27 mai, le maire de Lille, Pierre Mauroy était désigné comme Premier ministre et d'une façon symbolique Mitterrand se rendait au Panthéon saluer les gloires de la République. L'état de grâce de la Gauche (seul Michel Jobert, ancien collaborateur de Pompidou était ministre du Commerce Extérieur. Après les Législatives de juin, la vague rose s'est confirmée et Pierre Mauroy qui a remanié son gouvernement a présenté quatre ministres communistes.

Il fallait tenir ses promesses : le SMIC, les allocations familiales et le minimum vieillesse furent augmentés, la Cour de la Sûreté, supprimée, la peine de mort, abolie. Une Haute Cour de l'Audiovisuel (aujourd'hui : ...) a été instituée et un impôt sur les grandes fortunes demandé. Les nationalisations prévues ont été mises en place (sidérurgie, CGE, Saint Gobain, Pechiney, Thompson). Ces mesures s'accompagnaient de signes inquiétants : l'évasion de capitaux vers l'étranger et une érosion de la monnaie. La demande dans des secteurs sensibles comme l'électronique était bien relancée mais les structures françaises ne permettaient pas d'y satisfaire. Puisque la relance ne se fit sentir, il y eut forte reprise de l'inflation et stagnation économique.

La loi Deferre sur la décentralisation conférait une réelle autonomie aux communes, départements et régions. C'est ainsi que le pouvoir des Préfets de région et de département (devenus « Commissaires de la République ») était considérablement amoindri et le Président du Conseil Régional ou du Conseil Général devenait l'homme fort). Seule l'Education Nationale maintenait sa structure hiérarchique. Dans le domaine social, une ordonnance a fixé à 39 heures la durée hebdomadaire du travail et une cinquième semaine de vacances était accordée aux salariés. D'autres ordonnances ont apporté la retraite à soixante ans (après 37 ans et demi de cotisations), une mesure sur le cumul emploi/ retraite, sur le travail partiel des jeunes, le chèque-vacances, sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Les lois Auroux (du nom du Ministre du Travail) votées, toujours en 1982), malgré le climat social difficile traitent de la liberté d'expression des travailleurs dans l'entreprise, du rôle des comités d'entreprise et des délégués du personnel, des règlements des conflits du travail par le biais de la négociation collective et du rôle des comités d'hygiène et de sûreté.

Déjà dévalué de 3 % en octobre 1981, le franc est de nouveau dévalué de 5,75 % en juin 1982. C'était devenu une nécessité parce que déficit commercial s'était alourdi et dès le mois d'avril Mauroy a fait préparer un plan d'austérité, ce qui a mis définitivement fin à la période de l'état de grâce de Mitterrand. Celui-ci avait pensé qu'au sommet des pays industrialisés de Versailles (juin 1982), il allait obtenir des Etats-Unis un assouplissement de leur politique de taux d'intérêts élevés avec pour corollaire, un dollar très cher.

Le franc ne quittait pas le « serpent monétaire européen » mais il fallait qu'il soit dévalué une troisième fois en mars 1983, en perdant 8 % par rapport au Deutsche Mark. Pour réduire le déficit de la balance des paiements, le gouvernement a tenté de dissuader les Français de partir en vacances à l'étranger,

établissant un carnet de change limitant les possibilités de dépenses en devises étrangères.

L'année 1984 a vu l'éclatement de l'affaire de l'école libre : l'enseignement confessionnel jouissait d'un statut privilégié car il bénéficiait du financement de l'Etat tout en gardant son autonomie dans le recrutement des professeurs et dans la gestion. Voulant toucher à cela, Alain Savary (Ministre de l'Education Nationale) s'est heurté à bon nombre de manifestations, dont celle de Paris en juin (1 million de personnes).

Mauroy a dû céder sa place à Laurent Fabius, qui tâchait de donner un second souffle à la majorité présidentielle mais il s'est achoppé à deux grandes affaires, au moins : la dégradation de la situation en Nouvelle-Calédonie (où une partie de la population aspirait à l'indépendance) et le navire de Greenpeace, explosé et coulé dans un port de la Nouvelle Zélande par un commando des services secrets français. Le bateau s'apprêtait à partir en mission contre la reprise des essais nucléaires français dans l'atoll de Mururoa. D'autre part, comme il craignait de perdre les législatives, le gouvernement français a présenté en 1985 un projet de réforme fondée sur le retour à l'élection proportionnelle à un tour dans le cadre départemental. Le ministre Michel Rocard a alors quitté son poste. Malgré des succès dans la lutte contre l'inflation et dans la sauvegarde du pouvoir d'achat, Fabius a perdu un duel télévisé contre Chirac et a commis l'erreur de revoir à Paris le général polonais Jaruzelski. La Droite classique gagne de justesse les élections. Raymond Barre ne croyait pas à une cohabitation (ni à un retour au système des partis et aux combinaison politiques <Ive République>, ni à un affaiblissement pour le moins institutionnel de la Présidence). Mais Chirac, Edouard Balladur, ... Létard pensaient qu'il ne fallait pas provoquer une crise de régime et qu'il fallait tenter sérieusement l'expérience de la « cohabitation politique, fondée sur une lecture *parlementaire* de la constitution qui avait toujours affirmé « le gouvernement définit et conduit la politique de la nation ». Sans s'occuper trop des domaines réservés au Président (Défense et politique étrangère), le Premier ministre Chirac allait désigner des personnalités avec le consentement de Mitterrand.

Le nouveau gouvernement est revenu rapidement à ce que la Gauche avait mis en place et a installé l'abrogation de l'impôt sur les grandes fortunes, le rétablissement de l'anonymat pour les transactions sur l'or, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Une autre opération consistait à privatiser, dans la mesure du possible, jusqu'à 65 grosses entreprises (Paribas, TF1). Cette politique fut interrompue par le krach boursier de 1987.

Sur le terrain des élections, les intentions étaient claires : un retour au scrutin majoritaire (uninominal à deux tours) et un nouveau découpage électoral, ce dernier étant refusé par Mitterrand. La droite a lancé aussi l'affaire du « carrefour du développement » qui tendait à monter les manèges douteux de fonds publics sous couvert d'une entreprise dont la finalité était la coopération avec le Tiers Monde. Suite à des attentats durant l'année 1986, le ministre de l'Intérieur a fait voter une loi révisant les conditions d'entrée des étrangers sur le territoire national.

La gauche sortait de sa léthargie en se dressant contre le projet présenté par Alain Devaquet modifiant les conditions d'accès à l'enseignement supérieur. A partir de la mi-novembre des grèves et des manifestations monstres se sont succédèrent. A Mitterrand alors de faire figure de recours et de garant de libertés... Les mesures contre les immigrés permettaient de protester contre la mise en place d'un « code de la nationalité », supprimant l'octroi automatique de la nationalité française aux enfants d'étrangers nés en France. En Nouvelle-Calédonie, les Canaques se

décidaient à passer à l'action directe dirigée contre les 'métropolitains d'origine' et les métis.

Lors de l'échéance présidentielle, Mitterrand a rassuré une partie de l'électorat de la droite en montrant une très grande fermeté par l'appui à l'installation des missiles américains et à l'heure de la menace qui pesait un moment sur l'intégrité du Tchad. Beaucoup de Français ne reconnaissaient plus en lui l'ancien premier secrétaire du PS. C'est ainsi qu'il peut creuser l'écart avec Jacques Chirac (54 % contre 46 %). Aux législatives qui ont suivi, la gauche l'a emporté et Michel Rocard fut nommé Premier ministre. Mais à la différence de 1981, le gouvernement Rocard dut négocier le soutien soit des communistes soit des centristes, ou utiliser l'article 49.3 de la Constitution, qui permet de faire passer un projet, sauf si l'opposition dépose et vote à la majorité absolue une motion de censure. Il faut dire d'ailleurs que le gouvernement se voulait 'd'ouverture' puisqu'il comprenait trois ministres venant de l'UDF et six venant de la « société civile ».

Rocard a résolu, provisoirement, la situation en Nouvelle Calédonie (en promettant des élections sur le statut futur de l'île) mais sa politique était moins fructueuse était moins heureuse dans les conflits sociaux : les Verts et le Front National allaient capter une partie de l'audience de l'électorat. Pourtant, là où la démarche du gouvernement était consensuelle et faite d'amendements constructifs, il a remporté des succès. Le revers de la médaille était que le public allait se désintéresser du débat politique, devenu moins idéologique. Les centristes qui avaient apporté leur soutien à Rocard se rapprochaient de la droite classique. C'est alors que Mitterrand a choisi de remplacer Rocard par Edith Cresson, première femme à être Premier ministre, qui avait joué un rôle dynamique dans le groupe Schneider.